

Evaluation socioéconomique préalable dans le cadre du projet de réaménagement du Grand Bercy

OBJET DU MARCHÉ

Assistance à maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de l'évaluation socioéconomique préalable relative au projet de réaménagement du Grand Bercy

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

VERSION DU 25 MARS 2025

MAÎTRE D'OUVRAGE - DESTINATAIRE DE L'OUVRAGE

Ministères économiques et financiers (MEF)
Secrétariat général (SG)

MAÎTRE D'OUVRAGE - REPRESENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR - CONDUCTEUR D'OPERATION

Ministères économiques et financiers (MEF)
Secrétariat général (SG)
Service de l'immobilier et de l'environnement professionnel (SIEP)
Sous-direction de l'Immobilier
139 rue de Bercy
75572 Paris Cedex 12

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ	3
ARTICLE 2 - TRANCHES	3
2.1. Périmètre des tranches	3
2.2. Modalités d’affermissement de la tranche optionnelle	3
ARTICLE 3 – DUREE DU MARCHÉ	3
ARTICLE 4 – LIEU D’EXECUTION	3
ARTICLE 5 – DOCUMENTS CONTRACTUELS	3
5.1. Pièces particulières	3
5.2. Pièces générales	4
ARTICLE 6 - MODALITES D’EXECUTION DES PRESTATIONS	4
6.1. Représentation des parties	4
6.2. Langue utilisée	4
6.3. Conditions d’exécution	4
6.4. Obligation de conseil et d’information	5
6.5. Obligation de confidentialité	5
6.6. Mesures de sécurité, dont sécurité informatique et gestion des données	6
6.7. Utilisation de la charte graphique	7
6.8. Obligation de respect déontologique	8
6.9. Responsabilité du Titulaire	8
6.10.Considérations environnementales	8
ARTICLE 7 – PILOTAGE DU MARCHÉ	8
7.1. Réunion de cadrage	8
7.2. Réunions de suivi des prestations	8
7.3. Evaluation du Titulaire	9
ARTICLE 8 – FORME ET CONTENU DU PRIX	9
ARTICLE 9 – MODALITES FINANCIERES GENERALES DU MARCHÉ	9
9.1. T.V.A	9
9.2. Unité monétaire	9
9.3. Avance	9
9.4. Acomptes	10
9.5. Transmission des factures	10
9.6. Paiement du Titulaire	10
9.7. Paiement des sous-traitants	11
ARTICLE 10 – OPERATIONS DE VERIFICATION	11
ARTICLE 11 - PENALITES ET DELAIS	11
11.1.Pénalités	11
11.2.Délais	12
ARTICLE 12 - RESILIATION DE L’ACCORD-CADRE	12
12.1.Résiliation pour motif d’intérêt général	12
12.2.Résiliation de l’accord-cadre aux torts du Titulaire ou cas particuliers	12
ARTICLE 13 – DISPOSITIONS DIVERSES	12
13.1.Clauses de financement et de sûreté	12
13.2.Assurances	13
13.3.Redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire	13
13.5Propriété intellectuelle	13
ARTICLE 14 – REGLEMENT AMIABLE DES LITIGES	13
ARTICLE 15 – TRIBUNAL COMPETENT	13
ARTICLE 16 – DEROGATIONS AU CCAG-PI	14

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ

L'objet du présent marché est une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de l'évaluation socioéconomique préalable du projet de réaménagement du Grand Bercy.

ARTICLE 2 - TRANCHES

2.1. Périmètre des tranches

Le présent marché comporte une tranche ferme et deux (2) tranches optionnelles.

- La tranche ferme a pour objet la réalisation de l'évaluation socioéconomique préalable du projet de réaménagement du Grand Bercy (mission n°1).
- La tranche optionnelle n°1 a pour objet l'accompagnement dans le cadre de la contre-expertise pilotée par le SGPI (mission n°2).
- La tranche optionnelle n°2 a pour objet l'actualisation de l'évaluation socioéconomique préalable du projet de réaménagement du Grand Bercy suite à la programmation (mission n°3).

2.2. Modalités d'affermissement des tranches optionnelles

La tranche optionnelle est affermée par décision du représentant du pouvoir adjudicateur notifiée au Titulaire par écrit contre accusé réception via la Plateforme des achats de l'Etat (PLACE). En cas de dysfonctionnement de PLACE, la notification pourra se faire par courrier électronique contre accusé réception.

Si le représentant du pouvoir adjudicateur renonce expressément à l'exécution de la tranche optionnelle, ou si la décision d'affermissement n'est pas notifiée dans la durée de validité du marché, il est expressément convenu que le Titulaire ne pourra prétendre au versement d'aucune indemnité. Il est par ailleurs convenu que le Titulaire ne pourra prétendre au versement d'aucune indemnité d'attente.

ARTICLE 3 – DUREE DU MARCHÉ

La durée maximum du présent marché est de **vingt-quatre (24) mois** à compter de sa notification.

La durée prévisionnelle d'exécution des prestations de la tranche ferme est de six (6) mois à compter de la réunion de cadrage.

La durée prévisionnelle d'exécution des prestations de la tranche optionnelle n°1 est de quatre (4) mois à compter de la notification de la décision d'affermissement de la tranche optionnelle n°1.

La durée prévisionnelle d'exécution des prestations de la tranche optionnelle n°2 est de deux (2) mois à compter de la notification de la décision d'affermissement de la tranche optionnelle n°2.

ARTICLE 4 – LIEU D'EXECUTION

Le présent marché est exécuté en France métropolitaine.

Les prestations pourront être effectuées en présentiel dans les locaux du commanditaire, à distance, en télétravail et par l'utilisation d'outils de visioconférence ou audioconférence.

ARTICLE 5 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

5.1. Pièces particulières

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces constitutives de l'accord-cadre sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CTP) ;
- Le mémoire technique du Titulaire et ses annexes.

En cas de contradiction ou de discordance entre les pièces constitutives du présent marché, ces pièces prévalent, sauf cas d'erreur manifeste, dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus. Seuls les exemplaires détenus par l'Administration font foi.

Les pièces particulières prévalent sur les pièces générales.

5.2. Pièces générales

Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) tel qu'approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

ARTICLE 6 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

6.1. Représentation des parties

6.1.1. Représentation de l'administration

Dès notification du marché, le pouvoir adjudicateur désigne une ou plusieurs personnes physiques habilitées à la représenter auprès du Titulaire pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le pouvoir adjudicateur en cours d'exécution.

6.1.2. Représentation du Titulaire

Le Titulaire désigne les interlocuteurs habilités à le représenter auprès du pouvoir adjudicateur pour les besoins de l'exécution du marché. Les interlocuteurs sont désignés par dérogation au CCAG de référence, dans l'offre du Titulaire. Le Titulaire désigne :

- Un correspondant permanent identifié à celui présenté dans son offre. Ce correspondant a pour mission de veiller à la bonne exécution des prestations effectuées dans le cadre du marché ;
- Un correspondant chargé du suivi administratif du marché, notamment pour la gestion des facturations.

Le Titulaire s'engage à mettre en place une équipe de personnes compétentes dont il s'efforce d'assurer la pérennité pendant toute la durée de l'accord-cadre. En tout état de cause, il appartient au Titulaire de maintenir, pendant toute la durée du marché et sans interruption, un niveau constant de compétence des intervenants et de la qualité des prestations, conformément aux niveaux prévus dans les documents contractuels régissant le présent accord-cadre, notamment son offre.

Si l'interlocuteur référent est indisponible, le Titulaire s'engage à mettre à disposition un autre interlocuteur conformément à l'article 10.2 pour suivre la mission et assurer les nouvelles demandes du pouvoir adjudicateur.

6.2. Langue utilisée

Le Titulaire emploie la langue française dans ses échanges avec le pouvoir adjudicateur et la rédaction des documents auxquels il participe. Tous les documents remis par le Titulaire sont rédigés en langue française.

Dans le cas où le Titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction officielle en français.

6.3. Conditions d'exécution

6.3.1. Mise en place de l'équipe technique

Le Titulaire s'engage à mettre en place, pendant toute la durée du marché, des intervenants dont les profils doivent impérativement respecter ceux mentionnés dans la composition de l'équipe affectée à la prestation (représentants du Titulaire et son équipe) laquelle figure dans son offre technique conformément aux compétences attendues dans le CCTP.

6.3.2. Identification du Titulaire

Les membres de l'équipe mobilisés sont tenus d'indiquer leur identité ainsi que le nom de l'entreprise qui les emploie dans leurs contacts avec l'administration bénéficiaire et les tiers avec qui ils échangent pour les besoins de leurs prestations (signature de mail, présentation en réunion, etc.).

6.3.3. Remplacement des intervenants

Pendant toute la durée d'exécution du marché, le Titulaire maintient l'équipe dédiée proposée dans son offre.

Au cours d'une prestation, en cas de départ ou d'indisponibilité d'un ou de plusieurs de ses intervenants, le Titulaire doit en proposer le remplacement. Pour tout remplacement dans son équipe, il doit présenter immédiatement à l'administration bénéficiaire un collaborateur avec un profil équivalent à celui indiqué dans son offre. Il communique à la personne publique les profils et compétences de la nouvelle équipe et/ou de la nouvelle organisation et prend toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise. Le Titulaire s'engage à assurer la formation de tout remplaçant.

A tout moment, le pouvoir adjudicateur a la possibilité de demander le changement d'un membre de l'équipe du Titulaire. Le pouvoir adjudicateur informe le Titulaire par écrit des motifs de cette demande.

Dans l'ensemble de ces cas, le Titulaire propose au pouvoir adjudicateur, dans les 10 jours calendaires avant la prise d'effet de la modification, d'intégration ou de départ d'un intervenant, ou 10 jours calendaires suivants la demande de remplacement, un profil équivalent qui est soumis à son approbation. En cas de retard, le Titulaire encourt des pénalités conformément à celles indiquées dans le présent document. En cas de non proposition de remplaçant successive et répétée par le Titulaire ou en cas de trois récusations successives motivées par le pouvoir adjudicateur, le marché peut être résilié pour faute du Titulaire.

En aucun cas le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

6.3.4. Données mises à disposition

Le pouvoir adjudicateur s'engage à mettre à disposition du Titulaire les données en sa possession nécessaires pour mener à bien les prestations décrites dans le CCTP conformément aux décisions prises lors de la réunion de cadrage.

Le Titulaire est responsable de tout élément qui lui est confié. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par le marché. Il est notamment responsable de la conservation, de l'entretien et de l'emploi de tout matériel, objet, données numériques ou approvisionnement qui lui est confié dès que ce matériel, objet, données numériques ou approvisionnement est mis effectivement à sa disposition.

Le Titulaire applique et fait appliquer à ses sous-traitants éventuels les clauses de sécurité du présent marché.

6.4. Obligation de conseil et d'information

Le Titulaire est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux matériels, logiciels et prestations fournies. Le Titulaire a une obligation de conseil ou d'alerte s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dérèglements ou de dysfonctionnements potentiels dans le cadre de la prestation. Cette obligation de conseil incombant au Titulaire est spontanée. Ce dernier doit de sa propre initiative communiquer au pouvoir adjudicateur toute information permettant de prévenir une entrave quelconque à la bonne exécution du présent marché.

Cette obligation de conseil peut donner lieu à la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

Dans l'hypothèse où le Titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

6.5. Obligation de confidentialité

Pour l'exécution du présent marché, le Titulaire est soumis, au-delà du respect de l'article 5 du CCAG-PI, au secret professionnel ainsi qu'à une obligation de discrétion, y compris après l'expiration du contrat. Il s'engage à respecter et à faire respecter par ses employés, associés, collaborateurs, et éventuels sous-traitants et autres cocontractants, la confidentialité sur les faits, informations, renseignements, études et autres documents qu'il serait amené à détenir ou à connaître dans le cadre de l'exécution des missions confiées à lui sur le fondement du présent contrat.

Pendant toute l'exécution et y compris après l'expiration du contrat, les renseignements, documents ou objets remis au Titulaire dans l'exercice de sa mission ainsi que les supports établis à l'occasion de l'exécution du marché, ne peuvent, en aucun cas, être communiqués à des tiers, sauf accord exprès du représentant du pouvoir adjudicateur. Dans les mêmes conditions, le Titulaire ne peut divulguer aucune information, par écrit ou oral, sur les dossiers et affaires qu'il traite.

Y compris après l'expiration de l'accord-cadre, le Titulaire ne peut se livrer à aucun commentaire public, par oral ou par écrit, des dossiers et affaires qui lui sont confiés, sans autorisation expresse du représentant du pouvoir adjudicateur. En cas de non-respect des obligations ci-dessus mentionnées et indépendamment des sanctions disciplinaires et pénales éventuellement encourues, le Titulaire s'expose à la résiliation de l'accord-cadre à ses torts exclusifs, dans les conditions prévues à l'article 15 du présent document.

6.6. Mesures de sécurité, dont sécurité informatique et gestion des données

Toute personne relevant du Titulaire ou de ses sous-traitants est soumise, le cas échéant, à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logistiques à des informations. Le Titulaire doit faire connaître au pouvoir adjudicateur, sur la demande de ce dernier, le lieu d'exécution des prestations.

Afin de se prémunir contre toute insuffisance de protection du lieu d'exécution, le pouvoir adjudicateur peut effectuer ou faire effectuer un audit de sécurité auprès d'un ou plusieurs Titulaires (ou de ses/leurs sous-traitants) afin de s'assurer de la prise en compte effective du niveau de sécurité requis par lui/eux. Le Titulaire/Les Titulaires doit/doivent être informé(s) quinze jours à l'avance de cet audit (date, modalités de mise en oeuvre). Ce contrôle peut durer pendant une période de six mois au-delà de la résiliation ou de la fin de l'accord-cadre, afin de vérifier que l'ancien Titulaire a pris que les dispositions en matière de destruction des données.

6.6.1. Obligation de protection de l'informatin, de maintien en condition de sécurité et de gestion des données

Le Titulaire applique et fait appliquer à ses sous-traitants les clauses de sécurité du présent marché. Il définit et applique une organisation de la sécurité afin de respecter l'ensemble des contraintes émises par l'acheteur :

- **Mise à disposition des politiques et procédures de sécurité du Titulaire** : Le Titulaire met à disposition de l'administration l'ensemble des documents relatifs aux politiques et procédures de sécurité à la demande de l'administration.
- **Mise en oeuvre d'une gestion de risques et son suivi** : Le Titulaire met en place une gestion des risques et assure un suivi permanent de son niveau de maîtrise de risques ainsi que du respect des politiques et règles de sécurité applicables sur le périmètre des prestations, y compris auprès de ses propres sous-traitants. Il assure la sécurité des réseaux et de l'exploitation ainsi que le traitement des incidents. Il avertit l'administration de toute difficulté potentielle ou avérée.
- **Incident de sécurité** : Le Titulaire informe sans délai l'administration et l'ANSSI de tout incident de sécurité affectant les données ou les outils de l'administration.
- **Séparation des données de l'acheteur et des données d'autres clients** : Le Titulaire conserve et traite les données de l'administration de manière séparée de ses propres données ou de données d'autres clients du Titulaire. Le Titulaire doit restreindre l'accès aux données de l'administration suivant le principe de restriction au besoin d'en connaître.
- **Modalités d'échanges d'informations** : Le Titulaire garantit que les modalités de stockage et d'échanges d'informations par mail permettent d'en assurer la confidentialité et l'intégrité. Le Titulaire garantit que les supports échangés ou à connecter sur un SI de l'acheteur n'intègrent aucun code malveillant et ont fait l'objet d'un test d'innocuité positif.
- **Détection des cyberattaques** : le Titulaire s'assure de la bonne installation et mise à jour d'outils de détection des cyberattaques sur tous les postes de travail et serveurs dont il est responsable dans le cadre de la prestation. La désactivation, même temporaire, des outils de détection des cyberattaques sur un serveur utilisé dans le cadre d'une prestation devra avoir été préalablement notifiée à l'acheteur.
- **Obligations pour les Titulaires manipulant des informations de l'acheteur sur un SI externe à l'administration** : Lorsque le Titulaire est amené à manipuler des informations de l'administration sur un système d'information externe à l'administration, l'administration peut imposer des mesures complémentaires et requérir, par exemple, l'usage de solutions détenant un visa de sécurité de l'ANSSI ou ayant été audité par un prestataire qualifié par l'ANSSI.
- **Systèmes d'information hébergeant des données de l'acheteur** : Les données numériques que l'administration considérerait comme particulièrement sensibles, et qui lui seraient confiées, doivent faire l'objet d'un hébergement non exposé au droit extra-communautaire, et respectant – dans le cadre d'hébergement de type « informatique en nuage » - les exigences du référentiel SecNumCloud. A défaut de disposer une qualification SecNumCloud du système d'information en nuage, une analyse de risque détaillée de l'écart à ce référentiel sera produite. Une attention toute particulière sera portée sur la protection face aux réglementations extra-communautaires susceptibles de porter atteinte à la confidentialité des données de l'administration.

Le Titulaire garantit l'hébergement des données de l'administration sur le territoire national, sauf accord du HFDS et dérogation dûment motivée et précisée.

A la première demande de l'administration, le Titulaire identifie tous les Titulaires techniques hébergeant ou stockant les données et leurs copies, utilisées ou échangées en cours de marché ainsi que leur localisation.

En cas de changement de localisation des données ou services, le Titulaire en informe préalablement l'administration.

- **Destruction et restitution des informations collectées par le Titulaire** : Le Titulaire garantit la destruction des données utilisées dans le cadre de la réalisation des prestations après restitution de ces dernières à l'administration. Au terme de l'exécution du marché ou en cas de résiliation, le Titulaire restitue sans délai à l'acheteur une copie de l'intégralité des données confiées par lui dans le cadre de la prestation. Une fois la restitution effectuée, le Titulaire détruit, dans un délai d'un mois, les éventuelles copies de données détenues dans son système d'information, y compris les données ayant fait l'objet de sauvegardes ou d'un archivage. La restitution et la destruction des données sont constatées par un procès-verbal daté et signé par le Titulaire. Les procédés de destruction sont conformes aux réglementations en vigueur.
- **Etat de l'art et suivi des alertes**: Le Titulaire garantit à l'administration qu'il est conforme à l'état de l'art pour les services et objets numériques fournis dans le cadre des prestations. A la première demande, le Titulaire fournit la preuve de cette conformité. Il précise alors les domaines concernés (interfaces web et courriels), les objets et bases d'information concernées (appareils connectés, sauvegardes de données, consoles d'administration). Il doit *a minima* surveiller les avis de sécurité et les alertes diffusées par le CERT-FR (Centre gouvernemental de veille, d'alerte et de réponse aux attaques informatiques) et mettre en oeuvre sans délai leurs recommandations, et en rendre compte à l'administration. Plus d'information : <https://www.cert.ssi.gouv.fr/>

La mise en oeuvre de ces mesures peut être contrôlée sur place par l'administration qui peut également solliciter l'appui de l'ANSSI dans ces vérifications.

6.6.2. Mise en oeuvre des obligations réglementaires

Le Titulaire développe toutes les mesures de sécurité qu'il propose de mettre en oeuvre pour assurer l'intégrité et la continuité de l'hébergement des outils mis à disposition et des données ainsi que les modalités de gestion des incidents de sécurité et de déploiement des mises à jour de sécurité.

Le Titulaire s'engage à appliquer les règles issues des textes suivants :

- Le cahier des clauses simplifiées de cybersécurité comporte les mesures de sécurité minimales que doit prendre un prestataire afin de garantir que son niveau de cybersécurité est conforme à l'état de l'art. Il indique également la documentation à réaliser, la communication à effectuer en cas de problème de sécurité et les conseils techniques attendus de la part du prestataire. Il a été approuvé par l'arrêté publié au journal officiel de la république française n°223 du 27 septembre 2018. Il est consultable ici : <https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2018/9/18/ECOP1825228A/jo/texte>
- La politique de sécurité des systèmes d'information de l'Etat (PSSIE) définit les principes généraux applicables aux systèmes d'information des différents ministères. L'ANSSI et les FSSI des ministères ont produit une politique permettant d'affiner le niveau de détail et de mieux harmoniser les pratiques de sécurité des ministères. Ce texte est applicable à tout système ministériel non-classifié. Il est demandé au Titulaire de se conformer aux règles et recommandations tirées de la PSSI-E, consultable ici : https://www.ssi.gouv.fr/uploads/2014/11/pssie_anssi.pdf

Egalement, le Titulaire doit se conformer à la politique générale de sécurité des systèmes d'information (PGSSI) des ministères économiques et financiers. Cette politique de sécurité des systèmes d'information (PSSI) concerne la sécurité de l'intégralité des systèmes d'information des ministères économiques et financiers. Elle s'applique et s'impose à toutes les entités du ministère mais également sur le périmètre des services externalisés auprès de tiers (fournisseur, partenaire,...), qui doivent démontrer un niveau de confiance adéquat aux enjeux du ministère. Les systèmes d'information et de communication de sûreté (systèmes de contrôle d'accès et détection d'intrusion, sécurité incendie, Gestion Technique de Bâtiment, vidéosurveillance...) entrent également dans le périmètre de la présente Politique générale de sécurité des systèmes d'information (PGSSI), du fait de leurs interconnexions avec les réseaux Ethernet / IP. L'arrêté du 1er août 2016 portant approbation de la politique générale de sécurité des MEF a été publié au Journal Officiel de la République Française n°195 du 23 août 2016, consultable ici : <https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2016/8/1/FCPP1622039A/jo/texte>

6.7. Utilisation de la charte graphique

Le Titulaire a l'interdiction d'utiliser les sceaux, timbres, cachets et marques de l'administration.

Les livrables rédigés conjointement sont réalisés à la charte graphique de l'administration, avec mention du concours du Titulaire.

Lorsqu'un document a été rédigé avec la participation, directe ou indirecte, du Titulaire, il mentionne cette information, précise la prestation de conseil réalisée et le cadre contractuel dans lequel s'inscrit ladite prestation.

L'utilisation de la charte graphique de l'administration est réservée uniquement aux productions rédigées par l'administration.

6.8. Obligation de respect déontologique

Les intervenants du Titulaire réalisent leurs prestations avec probité et intégrité. Ils veillent à prévenir ou à faire cesser immédiatement tout conflit d'intérêts, défini comme une situation d'interférence entre un intérêt public et des intérêts publics ou privés qui est de nature à influencer ou à paraître influencer l'exercice indépendant, impartial et objectif de leur profession.

Le Titulaire s'engage à respecter toutes les mesures déontologiques applicables dans le cadre de l'exécution des prestations.

Les intervenants doivent être à jour de leurs obligations déontologiques, notamment pour les anciens agents publics (autorisation de la commission de déontologie de l'administration d'origine ou autorisation de l'employeur soumise à approbation de l'administration bénéficiaire).

Tout au long de l'exécution du marché, le Titulaire est tenu de déclarer sous sa responsabilité, au pouvoir adjudicateur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

6.9. Responsabilité du Titulaire

Le Titulaire est tenu de mettre en oeuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le Titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant l'accord-cadre. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

6.10. Considérations environnementales

Dans le cadre de l'exécution de sa mission, le Titulaire favorise les déplacements en transport en commun. Il privilégie les échanges par voie dématérialisée et il assure la qualité environnementale des impressions qui seraient réalisées (papier écoresponsable, encres végétales, réduction des substances toxiques...).

ARTICLE 7 – PILOTAGE DU MARCHE

7.1. Réunion de cadrage

Après la notification du marché, une réunion de cadrage est organisée par le pouvoir adjudicateur. Cette réunion a notamment pour objet de :

- présenter le projet et rappeler les objectifs à atteindre au cours de la mission ;
- présenter la (les) méthodologie(s) qui sera(ont) déployée(s) ;
- mettre en place les modalités organisationnelles (interlocuteurs, échéances principales des livrables, aspects logistiques...) ;
- planifier et réaliser une visite des bâtiments, pour mieux appréhender la complexité et les interfaces du projet ;
- passer en revue les données nécessaires à la réalisation de la mission et le calendrier de remise de ces données ;
- préétablir la liste des acteurs à solliciter dans le cadre d'entretien permettant la détermination des effets de l'option d'investissement.

7.2. Réunions de suivi des prestations

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'organiser une réunion à l'issue de chaque action dérivée au CCTP afin que le Titulaire présente le livrable principal. A l'occasion de cette réunion, le pouvoir adjudicateur peut formuler des observations et des demandes éventuelles de modifications du livrable présenté. Le Titulaire prend en compte les éventuelles observations et demandes de modifications.

7.3. Evaluation du Titulaire

Le Titulaire fait l'objet d'une évaluation sur les prestations réalisées. Cette évaluation consiste en l'attribution d'une note de satisfaction globale pour l'ensemble des prestations rendues, et porte notamment sur les moyens mis en œuvre, la qualité du service rendu, la relation contractuelle, le respect des dispositions contractuelles, et l'atteinte des objectifs définis dans le marché.

Cette évaluation est réalisée sur la base d'une grille d'évaluation comprenant des critères adaptés. Cette grille est communiquée au Titulaire à titre d'information mais n'est pas contractuelle ; elle est susceptible d'évoluer.

Le Titulaire est informé que cette évaluation, ainsi que les livrables définitifs, peuvent faire l'objet d'une communication à un tiers, sans préjudice du secret en matière industrielle et commerciale, du secret de la vie privée et du secret des affaires, conformément aux règles applicables en matière de communication des documents administratifs, et notamment au regard des règles prévues par le code des relations entre le public et l'administration, et précisée par la Commission d'accès aux documents administratifs.

ARTICLE 8 – FORME ET CONTENU DU PRIX

Le présent marché (tranche ferme et tranches optionnelles) est passé à **prix forfaitaire ferme et actualisable** (selon les articles R2112-8 et 9 et R2112-11 et 12 du code de la commande publique) selon la formule ci-après :

Prix actualisé = prix initial * Coeff

Coeff = (indice du mois – indice précédent) / indice du mois de la remise de l'offre

L'indice utilisé est l'indice SYNTEC.

Les prix sont réputés inclure tous les frais directs et indirects liés à la réalisation des prestations dont notamment:

- les frais afférents à la réalisation des prestations du présent marché, ainsi que les frais de déplacement et d'hébergement des interventions liées aux prestations sur site ;
- la cession des droits de propriété intellectuelle ou de toute autre nature ;
- tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations (sauf frais indiqués à l'annexe financière) ;
- le suivi contractuel ;
- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations.

ARTICLE 9 – MODALITES FINANCIERES GENERALES DU MARCHÉ

9.1. T.V.A

Le présent accord-cadre est soumis à la TVA. Toutefois, il est précisé que tous les montants du présent accord-cadre sont exprimés hors TVA, sauf mention expresse.

9.2. Unité monétaire

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

9.3. Avance

Une avance est accordée au Titulaire pour chaque tranche affermie dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur, sauf renonciation expresse, dans l'Acte d'Engagement.

Le taux de l'avance est fixé à 30%. Le cas échéant, si le Titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique, le taux d'avance demeure à 30 %.

Le remboursement de cette avance s'impute par précompte sur les sommes dues au Titulaire et débute quand le montant des prestations exécutées atteint 65% du montant toutes taxes comprises du marché.

Le sous-traitant peut solliciter l'avance alors même que le Titulaire, qui remplit les conditions, y a renoncé. L'assiette servant de base au calcul de l'avance pouvant être accordée au sous-traitant est le montant sous-traité mentionné dans l'acte spécial. Le versement de cette avance, dont le montant est égal à 30 % du montant des prestations sous-traitées, et son remboursement sont effectués par le pouvoir adjudicateur dans les mêmes conditions que celles

prévues pour le Titulaire. Le Titulaire du marché prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct aux sous-traitants.

9.4. Acomptes

La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre des articles R.2191-21 et suivants du code de la commande publique et sur la base des prestations effectuées.

Les demandes d'acomptes et le solde sont justifiés à partir du constat du service fait.

La périodicité des acomptes est fixée à un mois.

Le paiement des acomptes n'a pas de caractère définitif.

9.5. Transmission des factures

Le paiement est effectué sur facture émise par le titulaire et après attestation du service fait par la personne en charge du suivi des prestations, conformément aux opérations de constatations d'exécution des prestations mentionnées au CCAG de référence. Toute facture reçue par l'administration avant attestation du service fait sera rejetée.

Les factures comportent outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le code du service exécutant de la direction ou du service émetteur de la commande ;
- la date d'émission de la facture
- la date de réalisation de la prestation
- l'identification du titulaire (raison sociale, adresse, n° SIRET, SIREN)
- la domiciliation bancaire du titulaire (du cotraitant et du sous-traitant le cas échéant)
- le numéro comportant dix chiffres correspondant à l'engagement juridique du marché
- la description des prestations réalisées
- le montant HT, TTC et le montant de la TVA applicable aux prestations réalisées

La transmission des factures s'effectue conformément aux dispositions :

- de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique ;
- du décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation ;
- de l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

9.6. Paiement du Titulaire

Pour chaque élément de mission, les factures et/ou acomptes sont payés dans le délai de 30 jours calendaires suivant la réception de la demande de paiement.

Ce délai ne peut être suspendu qu'une seule fois et par envoi au Titulaire, huit jours calendaires avant l'expiration du délai au plus tard, d'une correspondance avec demande d'avis de réception lui faisant connaître les raisons qui s'opposent au paiement, de son fait ou de celui du sous-traitant concerné et précisant les pièces à fournir ou à compléter.

Cette correspondance doit indiquer qu'elle a pour effet de suspendre le délai de paiement.

Le paiement est réputé effectué à la date de virement par le comptable public.

Conformément au décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, l'entreprise a droit au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement s'élève à 40 euros.

9.7. Paiement des sous-traitants

9.7.1. Désignation de sous-traitants en cours de l'accord-cadre

L'acceptation d'un sous-traitant en cours de l'accord-cadre et l'agrément de ses conditions de paiement sont subordonnés à la production d'un acte spécial comprenant les mentions obligatoires.

A droit au paiement direct tout sous-traitant dont le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC.

9.7.2. Modalités de paiement direct

Le paiement direct du sous-traitant s'effectue en application des articles R.2193-10 à R.2193-16 du code de la commande publique.

ARTICLE 10 – OPERATIONS DE VERIFICATION

Les opérations de vérification s'effectuent conformément au CCAG-PI. Les décisions de réception, ajournement, réfaction et rejet s'appliquent conformément au CCAG-PI.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de deux (2) mois pour procéder aux vérifications et notifier sa décision d'admission, d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet. Le point de départ du délai est la date de remise par le Titulaire, ou de livraison, des prestations au pouvoir adjudicateur.

A l'issue des opérations de vérification, l'acheteur prend, dans un délai de deux mois, une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet. Si l'acheteur ne notifie pas sa décision dans ce délai, les prestations sont considérées comme admises, avec effet à compter de l'expiration du délai. Dans le cas d'un marché comportant des prestations distinctes à exécuter, chaque prestation fait l'objet de vérifications et de décisions distinctes.

ARTICLE 11 - PENALITES ET DELAIS

11.1. Pénalités

11.1.1. Stipulations communes à l'application des pénalités

Tout manquement du Titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à une pénalité. Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le Titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Le Titulaire ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait de paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au Titulaire tout au long de l'exécution des prestations, lods de l'établissement des états d'acomptes, ou constituer un élément du décompte général.

Dans l'hypothèse où le montant des sommes dues au Titulaire ne permet pas de compenser le montant des pénalités définitives, le montant résiduel est, au choix du pouvoir adjudicateur :

- soit reporté par déduction sur les demandes de paiement suivantes ;
- soit remboursé sur ordre de recette émis par le pouvoir adjudicateur et valant titre exécutoire.

Les pénalités ne sont pas assujetties à la TVA. Les montants des pénalités ne sont pas soumis à révision.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG PI, le montant cumulé des pénalités ne peut pas excéder 20 % du montant cumulé de la tranche considérée. Les pénalités sont applicables dès le premier euro,

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG PI, les pénalités sont applicables dès le premier euro, et le Titulaire du marché demeure redevable des pénalités de retard quand bien même leur montant total serait inférieur à 1.000€.

Pour les pénalités appliquées à la journée, chaque journée commencée est comptée comme entière.

11.1.2. Pénalités de retard dans la remise d'un livrable

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI, le non-respect des délais d'exécution des prestations fixés dans le marché entraîne l'application d'une pénalité dont le montant est fixé à **250 euros par jour calendaire de retard**.

11.1.3. Pénalités pour non respect des conditions d'exécution

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI, la non-affectation par le Titulaire du profil mentionné dans son offre technique, entraîne l'application d'une pénalité dont le montant est fixé à **100 euros par jour calendaire de non-affectation**.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI, le non-remplacement d'un intervenant dans les 10 jours calendaires suivants la demande motivée du pouvoir adjudicateur, entraîne l'application d'une pénalité de **100 euros par jour calendaire de retard**.

11.1.4. Pénalités pour non participation à une réunion

En cas de non participation du Titulaire à une réunion pour laquelle il a été convoqué par le pouvoir adjudicateur ou son représentant, il est appliqué une **pénalité forfaitaire de 250 euros**.

11.1.5. Reprise des prestations

Dans le cas où les avis formulés par le Titulaire ne permettraient pas une compréhension évidente, le maître d'ouvrage se réserve le droit de refuser les rapports et d'exiger leur reprise aux frais du Titulaire.

11.2. Délais

Les délais de remise des différents livrables sont indiqués dans le CCTP.

Tout délai mentionné au marché commence à compter de l'évènement qui en constitue le point de départ ou de la date de réception du courrier ou de l'ordre de service qui a le même effet.

Lorsque le délai est fixé en jours, il s'entend en jours calendaires (sauf indication contraire) et il expire à minuit, le dernier jour du délai. Lorsque le délai est fixé en mois, il est compté de quantième en quantième ; s'il n'existe pas de quantième correspondant, dans le mois où se termine le délai, celui-ci expire le dernier jour de ce mois, à minuit.

Lorsque le dernier jour du délai est un samedi, un dimanche ou un jour férié, le délai est prolongé jusqu'à la fin du premier jour ouvrable qui suit, à minuit.

ARTICLE 12 - RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE

Outre les dispositions prévues au CCAG-PI relatives à la résiliation de marché, et en application des articles L2141-12, L2195-4 et 2341-6 et 2395-2 du code de la commande publique, le marché peut être résilié aux frais et risques du déclarant par décision du pouvoir adjudicateur en cas d'inexactitude des renseignements prévus aux articles R2143-6 à R2143-9 du code de la commande publique. Les excédents de dépenses éventuels sont prélevés sur les sommes pouvant être dues au déclarant, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance.

Il est fait, le cas échéant, application des articles 29 à 36 inclus du CCAG-PI avec les précisions suivantes :

12.1. Résiliation pour motif d'intérêt général

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le Titulaire sera indemnisé à hauteur de 5% du montant correspondant à la différence entre le montant de la ou des prestations en cours d'exécution à la date à laquelle est prononcée la résiliation et celui de la part déjà payée au titre des mêmes prestations (parts exécutées au titre de la mission commandée et en cours d'exécution).

12.2. Résiliation de l'accord-cadre aux torts du Titulaire ou cas particuliers

Si le présent accord-cadre est résilié dans l'un des cas cités ci-avant excepté la résiliation pour motif d'intérêt général qui est gérée par l'article 14.1 du présent CCAP, la fraction des prestations déjà accomplies par le Titulaire et acceptées par le maître de l'ouvrage est rémunérée avec un abattement de 10 %. Toutefois dans le cas de résiliation suite au décès ou à l'incapacité civile du Titulaire (art. 30.1 du CCAG-PI), les prestations sont réglées sans abattement.

ARTICLE 13 – DISPOSITIONS DIVERSES

13.1. Clauses de financement et de sûreté

Le nantissement du marché ou la cession de créances peuvent intervenir selon les conditions exposées aux articles 4.2 du CCAG-PI et aux articles R2191-45 et suivants du code de la commande publique.

13.2. Assurances

Le Titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il peut causer à l'administration. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le Titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'administration ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'administration ou à des tiers.

Le Titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations.

Il s'engage à remettre à l'administration sur simple demande écrite une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le Titulaire s'engage à informer expressément l'administration de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le Titulaire.

13.3. Redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire

Les dispositions de l'article 37.2 du CCAG PI s'appliquent.

En complément, il est indiqué que le jugement d'ouverture de la période d'observation ou le jugement de liquidation judiciaire est notifié immédiatement par le Titulaire au maître de l'ouvrage. Il en va de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

13.5 Propriété intellectuelle

Les articles 32 à 35 du CCAG-PI s'appliquent au présent marché.

L'ensemble des résultats (livrables) intermédiaires et finaux sont considérés comme confidentiels et cédés à titre exclusif au pouvoir adjudicateur avec pour finalité de servir de support à la conduite du projet de réaménagement du Grand Bercy et au parangonnage exclusivement interne au représentant du pouvoir adjudicateur.

Le prix du marché prend en compte l'étendue de la cession.

ARTICLE 14 – REGLEMENT AMIABLE DES LITIGES

Les parties s'engagent à tenter de résoudre à l'amiable tout différend ou litige susceptible d'intervenir entre elles à l'occasion de l'exécution du présent accord-cadre.

Dans ce cas, la partie la plus diligente peut saisir par requête le médiateur des entreprises ou le comité consultatif de règlement amiable, dans les conditions fixées aux articles R2197-1 et suivants du Code de la commande publique.

En cas d'accord entre les parties, elles s'engagent à signer une transaction.

A défaut de conciliation, les litiges éventuels afférents au présent accord-cadre seront portés devant le tribunal territorialement compétent.

ARTICLE 15 – TRIBUNAL COMPETENT

L'instance chargée des procédures de recours pour tout litige pouvant intervenir à l'occasion de l'exécution du présent accord cadre est de la compétence exclusive du :

Tribunal administratif de PARIS
7 Rue de JOUY
75004 PARIS

Téléphone : 01 44 59 44 00

Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr

Le présent contrat relève du droit français.

La survenance d'un litige entre les parties ne dispense pas le Titulaire d'exécuter les prestations commandées dans le respect du présent accord-cadre, ni ne l'autorise à interrompre ou suspendre son exécution ou à en modifier les termes.

ARTICLE 16 – DEROGATIONS AU CCAG-PI

Les dérogations désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants du CCAG – PI :

- dérogation à l'article 4.1 du CCAG prestations intellectuelles par l'article 5 du présent CCAP ;
- dérogation à l'article 11 du CCAG prestations intellectuelles par l'article 9 présent CCAP ;
- dérogation à l'article 14.1 du CCAG prestations intellectuelles par l'article 11 du présent CCAP.